

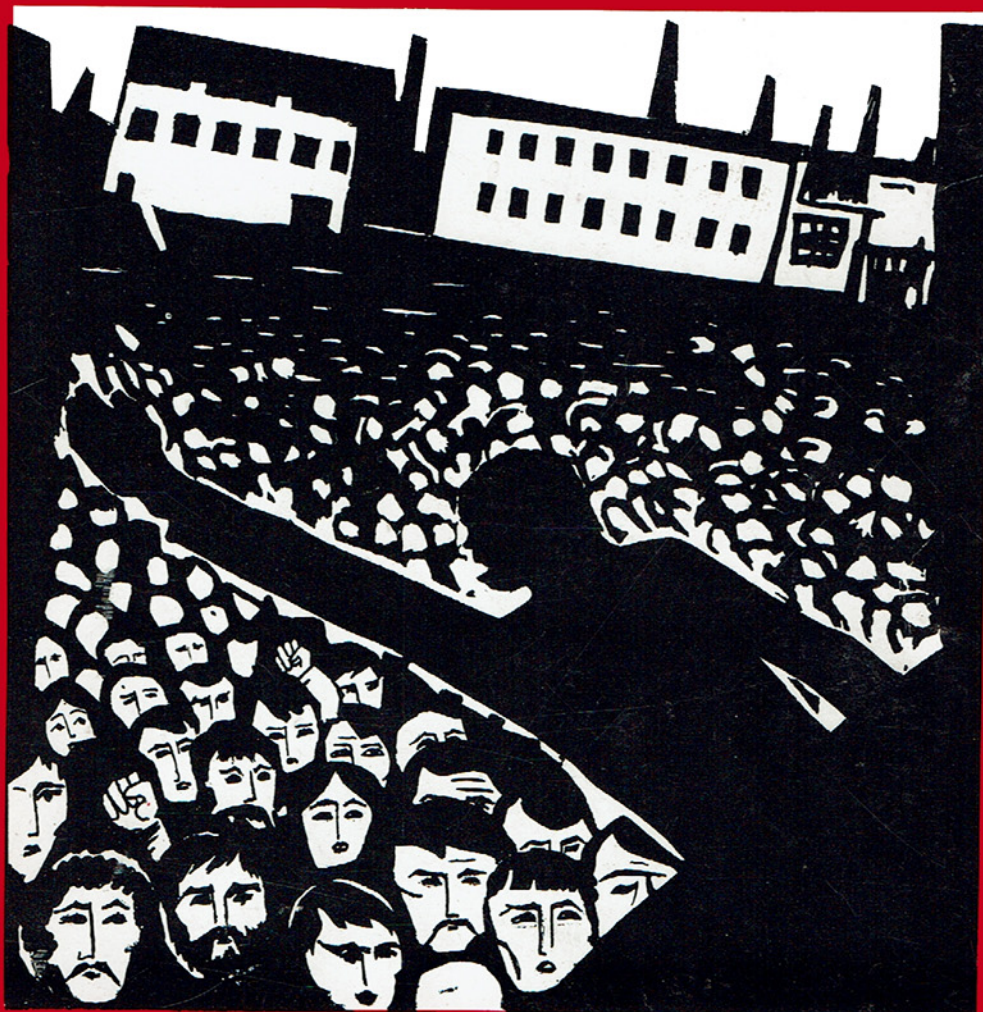
la CAUSE du COMMUNISME

revue théorique et politique

N° 10

1^{ier} tri 88

40 f.



LA CONCURRENCE

O.C.M.L. VOIE PROLETARIENNE

LA CONCURRENCE

AVANT-PROPOS

"La concurrence est la guerre de tous contre tous" (K. Marx)

Concurrence, compétitivité. Combien de fois les travailleurs n'auront-ils pas entendu ces mots en guise de justification des mesures de restructurations, de licenciements, de démantèlement d'un droit du travail et d'une protection sociale chèrement acquise. La faute à la concurrence, aux étrangers. Vous n'êtes pas assez compétitifs. Argument, semble-t-il, imparable. La concurrence paraît un facteur nature imposé de l'extérieur vis-à-vis duquel on ne peut que s'adapter.

Car que faire aujourd'hui ? Il faut bien, pense-t-on souvent, accepter cette "flexibilité", cette aggravation de l'exploitation, puisque sinon l'entreprise sera coulée par d'autres dont les ouvriers acceptent, semble-t-il, des conditions de travail plus performants. Ou alors, le protectionnisme ne serait-il pas la solution : produire et fabriquer français comme le propose le PCF et d'autres ? Mais tout montre que le sort des ouvriers ne paraît pas meilleur dans les pays protectionnistes. Les idéologues bourgeois nous l'expliquent à leur manière : le contrôle c'est la bureaucratie, sa pesanteur, ses coûts, gaspillage et conservatisme assurés. La concurrence, c'est la liberté, c'est le progrès. N'est-ce pas elle, et elle essentiellement, qui permet aux meilleurs d'arriver, aux plus performants de s'imposer, et donc à la société d'aller de l'avant ? N'est-elle pas le plus sûr critère de sélection de ce qui se fait de mieux, et des meilleurs pour le faire ?

C'est d'ailleurs la justification idéologique de l'offensive bourgeoise actuelle en faveur de ce qu'elle ne craint pas d'appeler le « **libéralisme** » ! Les résultats de cette sélection par la concurrence pourraient en laisser beaucoup bien dubitatifs si on regarde l'histoire, toute neuve (à peine deux siècles) du capitalisme, plongeant de crises en crises et de guerres en guerres, tandis que la même classe tient tous les postes de direction par une sorte de droit héréditaire que la brutale sélection de la concurrence ne semble pas toucher beaucoup. Mais on oublie vite, semble-t-il. Et la masse est d'autant plus convaincue de la validité des arguments sur la concurrence qu'elle l'apprend et la vit comme une loi intangible dès le plus jeune âge.

C'est dès l'école qu'il faut être compétitif et vaincre ses petits camarades. C'est dès qu'on affronte la vie sociale qu'on doit apprendre, contraint et forcé, l'égoïsme sacré du moi, de la survie, du débrouillardisme. Tous les jours les médias nous présentent les vedettes minables du genre Tapie comme l'exemple des **vainqueurs** à suivre.

Le sport éduque aussi puissamment dans ce sens : vaincre à tout prix, casser le concurrent s'il le faut, et jusqu'à soi-même aussi : dopage, réduction du champion à un tas de muscles dans un corps décervelé, culte de l'exploit d'autant plus valorisé qu'il est mortel et imbécile. Et partout le chauvinisme exacerbé.

Bref on nous inculque que le capitalisme serait le meilleur des modes de production parce que le seul naturel. Parce que la libre concurrence y ferait jouer, aux plans économique et social, le même rôle que la sélection naturelle des espèces mise en lumière par Darwin. Comme loi soi-disant naturelle, la concurrence, bien que dure exigence, serait bénéfique. Dura lex, sed lex !

Mais la vie, chaque jour, nous apprend cependant que concurrence ne rime pas vraiment avec liberté, égalité, fraternité, mais bien plus avec aliénation, exploitation et guerre. Que monopoles, état et bureaucratie ne s'opposent pas tant à la concurrence qu'ils se nourrissent d'elle, et qu'elle s'exacerbe avec leur développement. En ces temps de soi-disant libéralisme, nous verrons que K. Marx avait raison de combattre « *...l'idée absurde selon laquelle la libre concurrence signifie le dernier développement de la liberté humaine et que la négation de la libre concurrence est la négation de la liberté individuelle. Ce "libre développement" possède une bien piètre base : le règne du capital. Ce genre de liberté individuelle est en réalité la suppression de toute liberté et la totale sujétion de l'individualité à des conditions sociales qui revêtent la forme de puissances objectives, voire d'objets tout-puissants, d'objets indépendants des individus qui s'y rapportent* ». ¹

Cette vérité remise debout, nous aurons aussi bien sûr à envisager et par quel "stimulant" autrement efficace et générateur de liberté, peut être remplacée la concurrence.

¹ Karl Marx – « Gründrisse » Editions de la Pléiade – TII p296

LES ILLUSIONS DE LA CONCURRENCE

« La concurrence doit se charger d'expliquer tout ce que les économistes ne comprennent pas, alors que ceux-ci auraient inversement pour mission de nous expliquer la concurrence »²

Le capitaliste croit que la concurrence est une donnée naturelle et éternelle, alors qu'elle est la conséquence d'un mode de production largement aveugle et anarchique. La coopération est toujours nécessaire pour produire. Mais parce que le capitalisme est un système basé sur la séparation des individus d'avec la production de leur vie et des vies des autres, cette coopération n'y est ni volontaire, ni consciente, ni acceptée : elle doit être imposée, et tel est le rôle de la concurrence, celui de la trique. Le capitaliste croit, lui, que la concurrence est la cause profonde de la marche du système, comme aussi de ses reculades et de ses crises, qu'elle est la loi fondamentale du système, alors qu'elle n'est, nous le verrons, que le gendarme qui exécute la loi et oblige chaque capitaliste à agir en capitaliste. De même, en quelque sorte, que l'agent de police est ce qui oblige chacun à se comporter de telle sorte que les voitures puissent rouler, mais n'en est pas le moteur.

Nous verrons donc dans ce chapitre pourquoi le capitaliste est déterminé par le comportement de choses telles que salaires, prix, profits, intérêts sans en comprendre l'origine et le mouvement.

Plus encore, souvent il ne voit la détermination de ces grandeurs que par le jeu de la concurrence, dont elles relèvent effectivement en superficie, sans pouvoir comprendre qu'une autre loi beaucoup plus profonde - la loi de la valeur - est à la base même de cette détermination. Dans le chapitre suivant nous montrerons qu'effectivement la concurrence n'explique rien en elle-même, sinon qu'en s'imposant en gendarme au capitaliste, elle l'oblige à exécuter - sans même qu'il le sache - les lois internes du capital. Elle n'explique pas le comportement, mais l'obligation de se comporter.

1.1 - Prix et Valeur : apparence et essence

Le capitaliste a pour but de maximiser ses profits afin de pouvoir se reproduire en tant que capitaliste, de pouvoir continuer à exister, c'est-à-dire nécessairement accumuler, face à ses concurrents. Il a donc l'œil fixé sur le prix auquel il peut vendre sa marchandise, et sur la quantité qu'il peut en vendre. Il cherche l'équilibre entre prix et quantité (vendre cher et moins ou réciproquement) de telle sorte que la masse de ses profits soit la plus grande possible par rapport au capital dont il dispose (et si le taux de profit est plus fort dans une autre sphère de production, il déplacera ses capitaux). Bref, ce qu'il cherche à fixer au mieux, c'est son prix de production. Et de quoi est composé ce prix pour lui ? Mais tout logiquement de ce qu'il doit payer pour engager la production (que ceci soit composé d'autres prix ne le trouble pas, il ne se soucie pas de la formation, de l'explication du prix, mais seulement du prix à payer, nous y reviendrons).

Il y a d'abord le capital constant (Cc) bien sûr (machines, matières premières, etc.) qui sera amorti dans chaque unité de marchandise produite. Et tout ce qu'il faut payer pour qu'il soit valorisé : les salaires des travailleurs, l'intérêt du capital engagé (intérêts bancaires, dividendes boursiers), la rente au propriétaire foncier, les impôts et taxes, etc. Appelons tous ces coûts externes nécessaires à la mise en valeur du capital constant la valeur ajoutée (Va = salaires + rente + profits + impôts + autres faux frais du capital, publicité, pots de vin, etc.).

Pour notre capitaliste, tous ces coûts semblent dépendants de la concurrence : s'il y a chômage les salaires baissent, et inversement, si la concurrence entre capitaux est forte en raison de leur abondance, l'intérêt baisse, etc. De même la possibilité d'ajouter sa marge de profit à l'ensemble de ces coûts de production sans dépasser, toutefois, un prix final qui permette la vente, lui paraît aussi fixée par la concurrence qui détermine l'offre totale de cette marchandise sur le marché. Dans sa démarche concrète et immédiate de capitaliste, c'est bien la concurrence qui lui semble être la loi fixant le niveau des salaires, des intérêts, des profits, de l'offre, bref de tous les éléments de son prix de production qui s'imposent à lui comme des données dont il ne voit pas l'origine

² Karl Marx – Le Capital Livre III – Editions Sociales Tome 3 p241

ailleurs que dans la concurrence parce qu'elle en fixe les variations immédiates (et superficielles).

Ainsi donc « *Dans la concurrence entre capitalistes individuels, comme dans celle qui règne sur le marché mondial, ce sont les grandeurs données du salaire, de l'intérêt, de la rente qu'on suppose au préalable...* » qui déterminent les prix. Ces grandeurs semblent s'imposer - et effectivement s'imposent - de l'extérieur au capitaliste. Bref, pour notre capitaliste la marchandise a un prix, déterminé par d'autres prix (salaires, intérêt, etc.), et il ne voit pas ce qui détermine ces prix : la quantité de travail social contenu dans la marchandise. Il voit seulement un prix, somme de prix : $C_c + \text{salaires} + \text{impôts} + \text{faux frais, etc.}$, auquel doit s'ajouter le profit en rapport avec ce capital total engagé.

Soit : $\text{profit} = \text{capital engagé} \times \text{taux de profit}$.

Après il n'y a plus, sous la pression de la concurrence, qu'à économiser autant qu'on le peut sur tous ces éléments. Ce qui ne va pas sans contradiction (comme augmenter l'automatisation, c'est-à-dire C_c donc diminuer le taux de profit : $\frac{\text{profit}}{\text{capital engagé}}$). C'est cela être compétitif.

Telle est la démarche concrète et réelle du capitaliste. Pour lui il n'y a dans le processus productif qu'une somme d'argent nommée capital qui doit rapporter le profit normal. Il n'a pas à savoir - et ne sait pas - de quels rapports sociaux, de quels processus, de quelle histoire cette somme d'argent est réellement constituée. Il est évidemment d'une entière bonne foi : les prix sont réellement constitués ainsi sous ses yeux, ce qu'il dit est ce qu'il voit. Est-ce sa faute s'il est myope ?

Pour le capitaliste, la marchandise se vend suivant un prix parce qu'il ne la voit que comme le produit du capital-argent qu'il a engagé pour la produire, capital qui a droit à sa part de plus-value sociale (ou travail non rémunéré) grâce à l'égalisation des taux de profit par la concurrence, mais ce capital-argent est lui-même le produit de marchandises, produites par des hommes dans certains rapports. Voilà pourquoi K. Marx a montré, à travers l'étude des processus des métamorphoses du travail en marchandise, des marchandises en capital et vice et versa que, finalement, la base du processus de production et d'échange est le travail humain. Et que derrière les prix des marchandises il y a leur valeur-travail. Il a établi comment, au-delà de l'autonomie des prix par rapport aux valeurs des marchandises à leurs fluctuations erratiques, s'établissait la correspondance prix-valeurs³. Produit du capital-argent ou produit du travail humain, voilà le nœud du paradoxe entre la vérité superficielle : les marchandises ont un prix et la vérité interne profonde : elles ont une valeur. Explicitons un peu.

1.2 - Forme valeur et formes de la valeur

Dans la société contemporaine (ou capitaliste) la marchandise est la forme économique la plus simple et la plus générale qui s'attache aux produits du travail. Les objets deviennent marchandises parce qu'ils sont produits indépendamment les uns des autres, sans que les producteurs eux-mêmes aient défini par avance leurs besoins et le travail qu'ils veulent affecter à sa satisfaction. C'est seulement dans l'échange qu'ils savent si les produits de leurs travaux trouvent preneurs sont reconnus comme ayant une valeur sociale.

Et comment, sur quelles bases peut se faire un tel échange ? Uniquement par la mesure et l'égalisation du temps de travail social que les marchandises contiennent (ou encore "travail abstrait", temps de travail nécessaire **en moyenne** à la société pour produire un objet), cette unité de mesure étant le seul élément commun objectif à toutes les marchandises.

La marchandise c'est l'objet utile qui n'existe pas sous forme de valeur d'échange. Le mérite de K. Marx n'est d'ailleurs pas d'avoir découvert la valeur et la mesure de sa grandeur par la durée de travail. Il est surtout d'avoir

³ On ne peut s'étendre ici sur la démonstration de Karl Marx quant à cette correspondance prix/valeur. Se reporter au capital. Ce problème a nourri un monceau de critiques contre la théorie marxiste sur le thème : cette théorie est fausse puisqu'elle prétend que les marchandises s'échangent à leurs valeurs alors qu'elles le font suivant leurs prix de production. Notons qu'une fois comprise la théorie de la valeur (et c'est là le fond du problème) le passage à la théorie des prix n'est plus qu'un problème technique relativement simple, et le paradoxe vite levé. Voir aussi si on veut sur le thème « *Le Monde enchanté* » (Alain Lipietz, Editions La Découverte)

montré pourquoi le travail se représente dans la valeur et sous cette forme (à cause de cette séparation des producteurs entre eux et jusque dans la division sociale du travail). Car ainsi il montrait

- 1°) que « *la valeur n'est pas autre chose qu'une manière sociale particulière de compter le travail employé dans la production d'un objet* ». La valeur, comme unité de compte, ne contient aucun élément matériel (le travail abstrait n'est pas un élément matériel, il est social) mais elle est l'expression d'un rapport social historique particulier : la division des producteurs et la division du travail. Elle n'est donc ni naturelle, ni éternelle, mais l'expression de ce rapport social.

- 2°) Comme leurs travaux ne sont validés que dans l'échange, et que les producteurs ne rentrent en rapport entre eux que par l'échange des marchandises, les rapports entre les hommes semblent déterminés par les rapports entre ces marchandises, entre choses. C'est ce que K. Marx appelle **le fétichisme de la marchandise**.

Et nous verrons que la concurrence est une expression de ce fétichisme qui ne voit que les rapports entre les choses et pas entre les hommes. D'autant plus aujourd'hui, depuis les débuts du capitalisme et depuis K. Marx, que le système capitaliste s'est **compliqué, perfectionné** au point que les hommes n'échangent plus directement de marchandises, mais de la monnaie, du papier, des coups de téléphone, des actions, des bordereaux, etc., au point que les **choses** échangées sont tellement abstraites, tellement loin du travail concret, que même la mesure de la valeur par le temps de travail, connue par les économistes avant Marx, est aujourd'hui complètement **oubliée**.

Revenons-en pourtant pour comprendre à ce point de départ. Nous disons avec Marx, la marchandise, produit du travail, a une valeur d'échange mesurée par le temps de travail social (moyen) nécessaire à sa production (une chaise vaut 6 heures, même si quelques artisans la produisent en 8 heures, etc.). Cette valeur est la somme d'un travail passé (capital constant C_c = machines, matières premières) et d'un travail vivant (celui des travailleurs produisant la marchandise, qui se décompose en capital variable (frais salariaux) et plus-value.

$$\text{Soit : } V = C_c + C_v + P_l.$$

$C_v + P_l$ est la **valeur ajoutée** V_a par le travail vivant. Comment se présente V_a pour le capitaliste ? Pour lui, nous l'avons vu, c'est une somme d'argent qu'il doit engager pour produire et vendre : salaires, intérêts, loyers, impôts, publicité, etc. et son profit en plus. Y aurait-il donc deux V_a différentes, et qui a raison ? Le capitaliste dit : la somme de tous ces frais que je dois engager, salaires, intérêts, vente, impôts, etc. doit bien former la valeur-prix de la marchandise puisque je dois les payer, ces coûts existent, là, pour moi, - et ils me sont imposés par le marché, par les lois. Mon calcul économique est de les ajouter pour avoir mon coût final : le prix de ma marchandise. Je ne me préoccupe pas de savoir comment se forment eux-mêmes ces prix du salaire, de l'intérêt, etc.

K. Marx a montré que seuls la somme travail passé + travail vivant pouvaient former la valeur de la marchandise. Et c'est donc le travail vivant lui-même qui se décompose en deux parties : salaires (C_v) et plus-value (intérêt, profit, vente, etc.) et non ces deux parties qui s'additionnent pour former la valeur ajoutée. Décomposition ou addition : il faut choisir de mettre la tête dessus les pieds ou l'inverse. Ce qui veut dire que, la valeur d'une marchandise étant fixée par le temps de travail, pour un C_c donné, P_l et C_v ne peuvent varier que l'un par rapport à l'autre. Mais le capitaliste en ne prenant en considération que les formes immédiates sous lesquelles lui apparaît la V_a (formes qui existent comme résultat du processus antérieur) met les choses pieds par-dessus tête. Et ainsi la concurrence, qui lui paraît déterminer ces formes (salaires, intérêts, etc.) lui paraît aussi être la règle du jeu.

L'aspect superficiel du raisonnement capitaliste est clairement mis en évidence par Marx dans son chapitre du Capital sur la libre concurrence (TIII Livre 3) à travers de nombreux exemples.

Citons en quelques-uns :

- Dans ce cas C_c , qui est aussi composé de marchandises (machines, matières premières...) serait aussi un prix, constitué donc de salaire, profit, etc. Le prix final ne serait qu'une somme de prix, et on ne sait toujours pas qu'est-ce qui déterminerait leur niveau.
- Ce niveau, tout d'abord, est mesuré en monnaie. Et celle-ci est une marchandise (qu'elle soit or comme autrefois, ou l'équivalent-papier de marchandises comme aujourd'hui). Marchandise qui serait elle-même

déterminée par salaire, profit, etc. si elle n'a qu'un prix et pas de valeur. On tourne en rond !

- Ce niveau, dit encore le capitaliste, est fixé par la loi de l'offre et de la demande qui fait monter ou baisser le prix (c'est-à-dire toujours la concurrence). Exact. Mais d'où provient la demande ? C'est nécessairement celle du capital (qui appelle ou pas telles quantités et main d'œuvre, machines, autres capitaux, etc.). Et ce capital se présente aux yeux du capitaliste sous forme marchandise (or, monnaie...) dont le prix serait déterminé par le montant des salaires, prix des machines, intérêts, etc. Le niveau des prix serait donc déterminé par son facteur demande lui-même déterminé par des prix ! On tourne toujours en rond !

La vérité est bien que seul le travail peut créer de la richesse. Prix, salaires, profits, rente etc. ne sont que des formes dans lesquelles se divise et que prend la valeur, tout comme elle prend la forme argent, monnaie, etc. Mais ces formes vivent leur vie propre en tant que support des choses et se présentent de plus en plus au fil du temps comme autant de données imposées au capitaliste de l'extérieur, qu'il se doit de prendre en compte pour produire parce qu'elles existent réellement (Le capitalisme a créé tellement de formes d'existence de la valeur qu'il est incapable de la retrouver et de se comprendre lui-même un peu).

La vérité est que la concurrence ne peut pas créer de valeur, ni de prix. « *La circulation ne pourra jamais donner ce qu'elle n'a pas précédemment reçu* »⁴. Ce que vaut une marchandise, c'est d'abord tant d'heures de travail social (le prix varie ensuite en dessus ou en dessous en fonction de circonstances spécifiques aux conditions de production particulière bien connues depuis K. Marx). Et c'est de cette valeur - seule mesure vraie de la richesse créée - que se déduisent ensuite les parts revenant aux salaires, profits, etc. Parts que les uns et les autres s'arrachent par la lutte, et en fonction de données historiques telles que le coût de la reproduction de la force de travail (déterminé non seulement par les besoins physiques mais aussi sociaux) pour le salaire, la longueur et l'intensité de la journée de travail pour la plus-value, etc.

Le capitaliste met la concurrence comme règle du jeu de toute la vie sociale car il croit qu'elle détermine son activité, c'est-à-dire prix et profits. Mais la concurrence « *peut seulement faire qu'à l'intérieur d'une même sphère de production les producteurs vendent leurs marchandises aux mêmes prix, et qu'à l'intérieur de sphères de production différentes ils vendent leurs marchandises à des prix leur assurant le même profit...* »⁵.

La concurrence égalise les taux de profit par déplacement des capitaux d'une sphère à l'autre : elle pousse à l'affectation des forces de travail à telle ou telle production. Dans chaque sphère de production elle égalise le prix : elle oblige le capitaliste à économiser le travail vivant, c'est-à-dire à développer le machinisme et exploiter l'ouvrier, bref à réaliser les lois internes du capital. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

Mais si K. Marx a raison qui fait découler salaires, profits, etc., d'une décomposition de la valeur, pourquoi le capitaliste pense-t-il que c'est au contraire la valeur qui est une addition de prix, lesquels sont déterminés par la concurrence (loi de l'offre et de la demande), ce qui est vrai seulement pour leurs variations immédiates et superficielles (les prix oscillant autour de la valeur par la concurrence) ?

1.3 - Autonomisation des formes de la valeur

A l'époque si l'économie marchande n'était pas encore capitaliste, ou aux débuts de celui-ci, les échanges de marchandises étaient plus directs et beaucoup plus simplifiés. Leur mesure pour la valeur-travail apparaissait donc plus clairement aux producteurs-échangistes, et des économistes bourgeois (comme Ricardo, A. Smith) pouvaient en décrire le fonctionnement relativement aisément. Depuis, avec le développement du capitalisme, la valeur s'est décomposée en de multiples formes et se présente sous ces multiples formes au cours des différentes phases du procès de production capitaliste qui se reproduisent et s'enchevêtrent constamment. Argent - Marchandise - Argent (A-M-A') en est la structure la plus simplifiée. Mais les formes marchandises et argent se sont elles-mêmes très diversifiées avec la division accrue du travail, le salariat, le crédit, les banques, le commerce et ses multiples intermédiaires, etc.

⁴ Karl Marx – Le Capital Livre III Tome 3 – Editions Sociales p241

⁵ Idem p240

Le processus de production est historique : chaque capitaliste se trouve face à toutes sortes de facteurs, de structures, d'habitudes créées antérieurement. Ainsi, au moment d'engager la production s'imposent à lui certains niveaux de salaires, de taux d'intérêts, de coûts financiers et commerciaux, etc. qui lui apparaissent comme des données existantes par elles-mêmes, dont le niveau de prix est fixé **par** le marché, cette **main invisible** qui est l'explication suprême de tout économiste bourgeois. Et bien sûr, en fixant ses propres niveaux de salaires, de prix, etc. face à ses concurrents, apparemment de son plein gré, il en reproduit à son tour l'existence et renforce la croyance en l'autonomie, l'indépendance de toutes ces catégories par rapport à la valeur, dont elles sont en fait issues, mais qui est comme enfouie profondément sous toutes ses formes d'existence.

Ainsi va le **fétichisme** en grandissant, dans le monde contemporain, avec l'autonomisation elle-même grandissante des formes de la valeur. La loi des prix, c'est-à-dire l'expression cachée des rapports d'égalisation entre les choses, les marchandises (force de travail, argent, etc.) s'impose, les faisant apparaître comme autant de **données** soit disant naturelles ayant leurs lois propres et indépendantes d'existence, et masque les rapports réels entre les hommes (division, séparation...) qui sont l'origine de la loi de la valeur, de laquelle découle ces prix. Un peu comme le satellite qui, tournant autour de la terre suivant les lois de l'attraction des corps, paraissent animés d'une vie propre, mais dont la position, la vitesse, l'orbite, etc. sont en fait déterminés par la fusée qui les a lancés, le travail humain. Ainsi peut-on lire sous la plume de très sérieux économistes des choses comme **"L'argent produit de l'argent"** à propos de la Bourse, sans que l'on ne sache plus d'où provient cet argent puisqu'effectivement la Bourse, la Banque n'est qu'un circuit monétaire où, sur simple coup de téléphone, le spéculateur peut gagner des millions sans même se déplacer, par un seul jeu d'écriture. Quelle **autonomie** ! Et quel mystère !

"A la surface de la production capitaliste", comme le dit Marx, salaire, profit, et rente apparaissent comme des revenus, respectivement autonomes et indépendants entre eux, du travail, du capital, de la terre. Il est donc inévitable que se développe cette représentation **à l'envers**. « *Cette illusion existe aussi dans la représentation des agents de cette production qui en sont prisonniers* »⁶. Et qui en restent prisonniers tant qu'ils ne font qu'observer ces prix qu'ils ont spontanément sous les yeux, sans voir leurs origines, leurs mouvements. Apparemment il existe le travail, le capital, la terre, etc. : autant de catégories pour eux sans rapports, dont chacune leur paraît devoir donner des revenus autonomes (salaires, profits, rentes) qui, s'additionnant, formeront les prix. A y regarder de plus près cependant, on ne voit pas en quoi le fait d'être propriétaire du travail, du capital ou de la terre créerait un revenu !

Prenons par exemple le salaire. On sait qu'il n'est qu'une partie du produit du travail ouvrier qui revient à celui-ci - en fonction du coût de reproduction de la force de travail. Mais pour le capitaliste le salaire est ce qu'il paie à l'ouvrier pour tout son travail. Loin de lui apparaître comme le prix de la force de travail (et encore moins comme la valeur de cette marchandise), il considère qu'il est le revenu du travail⁷. Car comme le salaire est fixé par avance par contrat - suivant des niveaux que le développement économique précédent a à peu près fixés - il n'apparaît plus comme une part de la plus-value, mais comme déterminant par avance le prix. Idem pour l'intérêt, la rente, etc.

Ainsi se cristallisent en réalités exigeantes ces illusions fétichistes qui gouvernent le comportement des agents de la production. Au fil du processus historique, salaire, intérêt, rente, etc. se sont autonomisés comme autant de formes d'existence de la plus-value semblant n'avoir pour autre origine que la loi de l'offre et de la demande, et se présentant au capitaliste comme données préalables et s'imposant à lui chaque fois qu'il engage ses choix de production. Il prend ces exigences et les reproduit à son tour en fixant ses prix. Et ces satellites de la valeur deviennent le centre : tout est sens dessus dessous.

« *La forme définie que revêtent les fractions de la valeur qui s'affrontent réciproquement est donnée d'avance*

⁶ Idem p242. Et parmi ces agents, les ouvriers bien sûr sont sous cette influence de cette représentation du monde **à l'envers** : une explication du révisionnisme, plus fondamentale que la **corruption impérialiste** et s'y surajoute et vient renforcer **l'illusion de la concurrence**.

⁷ Il faudrait redire ici cette autre illusion fétichiste liée à cette conception : l'idée que l'augmentation du salaire déterminera l'augmentation des prix. Cela n'est vrai que ponctuellement et pour un temps limité. Voir la fameuse brochure de Karl Marx « *Salaire, Prix, Profit* », ou le chapitre cité du Capital « *L'illusion de la concurrence* ». Cette idée, à elle seule, serait à combattre en permanence si on veut aider le prolétariat à sortir du schéma concurrentiel et nationaliste, qui a aussi pour base idéologique le fétichisme.

parce qu'elle est continuellement reproduite; elle est continuellement reproduite parce qu'elle est constamment supposée exister d'avance ».

Les conséquences de cette représentation illusoire du monde réel sont que les capitalistes ne peuvent agir qu'en aggravant la concurrence - entre eux, entre eux et les ouvriers. Par exemple si l'on baisse les salaires, ses concurrents en feront autant, les marchandises continueront à s'échanger dans les mêmes proportions (bien sûr : leur valeur n'a pas changé), mais il aura réduit les débouchés.

La classe ouvrière elle-même n'est évidemment pas exempte de ces illusions qui s'imaginent qu'en se battant sur les conditions de la concurrence elle défend ses intérêts. On sait qu'elle s'illusionne largement quant aux luttes sur les salaires, par exemple. De même qu'aujourd'hui elle s'illusionne tout autant lorsqu'il lui arrive de rentrer dans le jeu de la gestion, de la compétitivité, du protectionnisme, etc. Se battre sur les seules conditions de la concurrence aboutit, au fond, à obliger le capitaliste à être encore plus compétitif et l'ouvrier encore plus dépouillé. Et, finalement, au bout de la concurrence et de la guerre économique, il y a, on le sait, la guerre tout court.

Cette autonomisation des formes que prend la plus-value ne fait que nécessairement s'accroître avec le développement du capitalisme. Nous l'avons vu avec la multiplication des formes financières modernes : l'argent circule aujourd'hui sans même aucun support matériel métallique (il n'est même plus lié à l'or) ni même papier. Prenons un autre exemple important : le développement de l'Etat qui accompagne nécessairement, comme bureaucratie, celui des monopoles (concentration financière et bureaucratique). L'Etat apparaît comme une entité autonome, voire au-dessus des classes. En fait, l'Etat (et la bureaucratie) sont aussi une forme d'existence de la plus-value et aident à la produire : les impôts sont issus de la plus-value. Ils servent à maintenir l'ordre chez les salariés et à reproduire le profit par la police, à abaisser le capital variable par les salaires indirects (protection sociale), à financer les infrastructures et investissements à la place des capitalistes privés (nationalisations) etc. Bien sûr, le capitaliste demande à la fois plus à l'Etat, et hurle que ses impôts augmentent ses prix. Le rôle de l'Etat accroît "l'illusion" : d'un coût social pesant sur les prix, d'une richesse créée hors de la production, d'une socialisation plus créatrice de planification et d'ordre collectif, etc.

Il faudrait revenir dans d'autres articles sur ce paradoxe que le développement historique du capitalisme réunit plus que jamais les conditions objectives du passage au communisme, alors que l'autonomisation des formes de la valeur s'étant développée dans le même temps contribue à exacerber le fétichisme sous toutes ses formes, c'est-à-dire les illusions idéologiques et les faux combats qui en découlent. C'est un point très important à saisir pour nos tâches communistes que de comprendre ce renforcement de la domination du fétichisme idéologique capitaliste en même temps que mûrissent les conditions matérielles du communisme. Ceux qui croient que ce mûrissement rend le mouvement spontané révolutionnaire, oublient que les idées fétiches ont aussi une base matérielle (dans l'autonomisation des formes de la valeur en particulier) et ne sont pas de simples mensonges bourgeois qu'on balayerait facilement. Cela explique que le mouvement spontané ouvrier aujourd'hui soit plus que jamais contradictoire, que parfois y triomphent les idées bourgeoises alors même que l'exploitation et l'aliénation croissent et que la lutte idéologique pour faire émerger les idées communistes soit plus complexe et plus difficile qu'hier. Ce que Lénine exprimait déjà en disant que, dans les pays capitalistes avancés, la prise du pouvoir serait plus difficile, mais ensuite la construction du communisme plus facile que dans les pays retardés. D'où la nécessité, accrue si l'on peut dire, d'une lutte contre les illusions spontanées, et d'un Parti se fixant de hautes tâches idéologiques et historiques.

LA CONCURRENCE, GENDARME DU CAPITAL SUR LE CAPITAL

« L'analyse scientifique de la concurrence présuppose en effet l'analyse de la nature intime du capital »⁸ K. Marx

La concurrence est un gendarme qui oblige le capitaliste à agir en capitaliste. Ce gendarme n'est lui-même que le capital : la concurrence est l'action du capital sur le capital. Ainsi la liberté du capitaliste ne s'exerce que dans les limites autrement plus étroites que ce dont il se vante : sa liberté n'est que de se déduire en capitaliste ou de

⁸ Karl Marx – Le Capital – Editions La Pléiade T1 p853

disparaître. Tuer ou être tué. La concurrence ne fait qu'exécuter **les lois internes du capital**. Elle n'est ni un bienfait (cause de liberté et de progrès...), ni un méfait (cause des fermetures d'usines, des crises...) pour le capitalisme, bien que la bourgeoisie lui attribue tout à la fois, et contradictoirement, ces qualités et ces défauts, mais une contrainte qui oblige le capitaliste à agir en tant que tel ou à disparaître, c'est-à-dire à économiser le temps de travail (mécaniser toujours plus, accroître l'intensité du travail ouvrier, etc.) pour maximiser ses profits et pouvoir accumuler pour investir plus afin de **rester dans la course**.

« Adam Smith expliquait la baisse du taux de profit par l'accroissement du capital dû à la concurrence que les capitaux se font entre eux... L'affirmation de A. Smith est juste en ce sens que c'est seulement dans la concurrence - dans l'action du capital sur le capital - que les tendances et les lois immanentes de celui-ci sont réalisées. Mais elle est fautive au sens où il l'entend, comme si la concurrence imposait au capital des lois venues de l'extérieur et qui ne fussent pas ses lois propres... (La concurrence) exécute des lois internes du capital, elle les rend impérieuses pour le capital individuel mais ce n'est pas elle qui les forge : elle les réalise »⁹.

2.1. - Concurrence et division sociale dans la production

En effet, la concurrence est présentée et perçue comme une contrainte externe, de même type que la pluie, la sécheresse ou un quelconque cataclysme auquel il faut bien s'adapter.

L'origine de cette perception tient au fait que la concurrence n'apparaît pas d'abord dans le processus interne de production, mais une fois que le produit est apporté sur le marché et fait alors face aux produits des autres, venus donc de l'extérieur pour chaque capitaliste. Parce que la concurrence apparaît au moment de l'échange, dans le rapport achat-vente de la marchandise, elle semble être un affrontement de marchandises, et des hommes vus sous leur aspect marchandise, c'est-à-dire vente de leur force de travail (si le produit est moins cher c'est que les salaires sont plus bas dit-on généralement). Tout semble se résumer à un problème d'achat/vente de marchandises, et les rapports entre les hommes, là encore, se cachent derrière ce rapport entre les choses. Ils sont, paraît-il, en concurrence parce que c'est **la nature éternelle**, alors que c'est dans la domination d'un rapport social particulier, suivant des lois particulières (lois de la valeur) et propres à la seule économie marchande, que cette concurrence apparaît.

Mais l'échange n'est concurrentiel que parce que la production est aveugle, que les hommes produisent sans savoir exactement ni les besoins à satisfaire, ni ce que les autres producteurs font ou s'apprêtent à faire, ni dans quelles conditions etc. L'échange n'est concurrentiel que parce que la production est anarchique, et, à son tour, la concurrence renforce l'anarchie. La production est anarchique parce qu'y règne en son sein même la division sociale entre les producteurs, que ce n'est qu'au moment de l'échange, et par le seul biais de l'égalisation de la quantité de travail abstrait, qu'ils connaissent l'utilité sociale de leurs travaux.

Il faut toujours en revenir à cette vérité que l'échange ne peut pas être séparé de la production, mais la reflète avant de l'influencer en retour.

La production de la vie est lutte pour domestiquer la nature, puis arracher l'homme au travail nécessaire. Cette lutte est, et ne peut être, que collective. Dans ce collectif les hommes nouent entre eux certains rapports. Se spécialisant et se séparant dans différentes fonctions et différents travaux, ils doivent nouer des relations d'échange des produits de ces travaux. Mais avec le développement du capitalisme la production est devenue de plus en plus sociale, associant des millions de travailleurs, tout en devenant de moins en moins coopération. C'est, on le sait, que le travail y a été de plus en plus parcellisé, éclaté, les producteurs dépossédés de toute maîtrise et réduits eux-mêmes à n'être qu'une fonction, qu'un geste, presque simple rouage mécanique. Et un rouage est ce qu'il y a de plus isolé bien que faisant partie d'un vaste ensemble. Paradoxe d'un mode de production le plus collectif, mais où jamais chaque producteur n'a été plus seul. Seul et loin de l'acte d'échange final qui permet de savoir si le produit fabriqué est **reçu** par la société ; acte d'échange qui lui échappe d'ailleurs complètement.

Qui dit échange dit nécessité de donner une mesure à l'échange. Qui dit mesure dit lutte pour obtenir le plus ou le moins. Cela est-il **naturel et éternel** ? Nullement. Le rapport social de l'homme à l'homme est sûrement fait

⁹ Karl Marx – Grundrisse – Editions La Pléiade – TII p275

d'échanges. Mais ceux-ci commencent par l'association qu'ils forment pour excuser leur activité fondamentale : produire la vie. Le type de cette association est variable depuis le **communisme primitif** du clan, jusqu'à la division en classe d'aujourd'hui.

La concurrence est la forme d'association qui lie les capitalistes entre eux : ils sont associés pour la défense de leurs intérêts généraux, tout en se combattant pour leurs intérêts particuliers. C'est une association qui a pour objectif de produire des choses et du profit et qui fait découler la production de la vie de cet objectif.

Hors de la division capitaliste du travail, les hommes peuvent se fixer des buts collectifs, se répartir entre eux équitablement le travail nécessaire et les produits. La coopération collective est alors basée sur l'émulation où chacun a le désir de développer l'activité la plus créatrice, parce que c'est cette activité même qui est aussi ce qui le fait reconnaître en tant qu'homme par les autres, et donc à ses propres yeux. L'émulation donne lieu à un échange fondé sur l'utilité et le plaisir qu'apporte l'activité même, et non pas fondé sur l'abstraction du temps de travail social, sans égard au contenu de celui-ci, ni même, finalement, fondé sur une quelconque mesure quantitative. L'activité n'est pas dépouillée et niée par la marchandise, elle existe et est reconnue en elle-même.

Si cette forme d'échange dans la concurrence existe aujourd'hui, c'est, répétons-le, parce que le développement historique a été celui où les hommes se sont mis à produire de façon de plus en plus parcellisée, spécialisée, indépendante les uns des autres. Sur cette base, obligé de passer par l'arbitrage suprême de la loi de la valeur (forme de l'échange), le producteur capitaliste est donc aussi obligé de produire suivant ses règles : la quantité de travail social (contenu de l'échange). Produire en diminuant sans cesse cette quantité s'impose à lui par le moyen de la concurrence, et sa sanction : vaincre ou être vaincu. Ainsi la forme de l'échange marchand impose en retour sa loi - la loi de la valeur - à la production elle-même.

La concurrence, qui semble n'exister qu'au moment de l'échange, va donc jouer son rôle au sein même du processus de production, puisque chaque capitaliste décidera finalement quoi, comment, à quelles conditions produire en fonction des indications que l'échange précédent lui aura fournies sur le marché. Cela lui semble d'ailleurs évident, puisqu'il produit pour vendre, et en prévision d'une vente profitable.

Prenons quelques exemples :

2.2. -La concurrence exécute les lois internes du capital

Le capitaliste cherchera toujours à abaisser le temps de travail contenu dans ce qu'il produit afin d'être gagnant dans l'échange. Il le fera en exploitant plus l'ouvrier. Celui-ci se révoltera. Il le fera aussi en perfectionnant sans cesse ses machines avec le double intérêt d'être plus productif que ses concurrents et de trouver là une réponse (parmi d'autres) à la lutte des ouvriers qu'il chasse et domine par la mécanisation. La concurrence des capitalistes entre eux, la lutte des ouvriers contre les capitalistes rendent nécessaire à chaque capitaliste individuel d'accélérer l'accumulation, la mécanisation, bref la baisse du temps de travail nécessaire qui est loi interne du capital. Ce faisant il abaissera la masse salariale et augmentera le chômage, mais on voit bien que ce n'est pas la concurrence qui crée le chômage. C'est la nécessité de l'accumulation et du profit, que la concurrence ne fait qu'obliger le capitaliste à respecter, parce qu'elle lui rappelle qu'il n'existe de capitalistes que contre d'autres capitalistes et contre les ouvriers et pas autrement.

Autre exemple : la loi de la valeur joue un rôle primordial dans le processus d'accumulation capitaliste, puisque l'achat, sous cette forme marchandise, de la force de travail de l'ouvrier permet d'obtenir plus de valeur qu'on en a achetée (la qualité spécifique de la marchandise force de travail étant, on le sait, de produire plus de valeur qu'elle n'en vaut).

D'où la concurrence entre ouvriers et patrons sur le coût de cette force de travail qui accroît, comme nous l'avons rappelé, la vitesse du processus de mécanisation. Mécanisation, division du travail, réduction et simplification des tâches : le travail ouvrier se **banalise**, devient à portée d'O.S. du monde entier, d'où concurrence accrue des ouvriers pour la vente de leur force de travail. D'où possibilités pour les capitalistes de **délocaliser** les productions non qualifiées partout dans le monde, là où les salaires sont plus bas, c'est-à-dire de déplacer les capitaux pour les rentabiliser aux mieux. Là encore s'exécutent, par la concurrence, les lois internes du capital : mécanisation, prolétarianisation du monde entier, extension planétaire du capitalisme etc... La concurrence des capitaux entraîne cette banalisation et cet accroissement de la masse ouvrière et, finalement, « *la concurrence des travailleurs* »

entre eux n'est qu'une autre forme de la concurrence des capitaux »¹⁰.

Dans son entreprise notre producteur capitaliste est bien entièrement libre de produire ce qu'il veut, avec les moyens qu'il veut. Admettons-le du moins un moment. Mais lorsque son produit arrive sur le marché, il n'est pas libre de déterminer les proportions de l'échange, car voilà qu'il n'est plus seul : les conditions générales de la production s'imposent à lui comme contraintes incontournables. S'il y a pléthore de ses produits, le voilà frappé par la surproduction même si lui-même s'est montré prudent. Si d'autres utilisent des machines nouvelles perfectionnées, ils peuvent vendre leur production en dessous de la valeur de ces produits. Et le voilà encore en difficulté et obligé d'introduire immédiatement, s'il le peut, les mêmes procédés de fabrication.

Bref avant (achat des matières premières, des machines, des ouvriers, etc.) comme après la production, l'échange marque la production de toute son influence. Par la concurrence le procès de production acquiert des caractéristiques sociales parfaitement déterminées. Voilà notre capitaliste bien enchaîné par la **libre** concurrence. Il peut se croire **libre** parce que, seul dans son bureau directorial, c'est lui qui décide. Mais quelle vraie liberté a-t-il ? Que maîtrise-t-il vraiment ? Peu de chose en vérité, et presque à l'aveuglette. Son seul lien à la société lui est donné par l'échange marchand qui arrive après ses décisions de production. Par lui il est soumis a posteriori à la concurrence de tous, puisque tous s'ignorent et agissent isolément. Tous qui, parce que nécessairement coupés de lui, de ses buts et de ses intérêts, lui sont opposés : fournisseurs, concurrents, clients, salariés, Etat, etc.

Liberté d'acheter ou de vendre ... sans aucune certitude ni sur la quantité, ni sur le prix. Egalité dans les rapports vidés de tout contenu humain, secs et tristes comme des marchandises ou plutôt comme les quantités de travail abstrait. Egoïsme et solitude. Voilà le lot de la **compétition** portée aux nues par la bourgeoisie¹¹. On peut ironiser :

« La sphère de la circulation des marchandises, où s'accomplissent la vente et l'achat de la force de travail, est en réalité un véritable Eden des droits naturels de l'homme et du citoyen. Ce qui y règne seul c'est Liberté, Egalité, Propriété et Bentham (juriste anglais "génie" de la bêtise bourgeoise" selon Marx n.d.l.r.). Liberté ! car ni l'acheteur ni le vendeur d'une marchandise n'agissent par contrainte ; au contraire ils ne sont déterminés que par leur libre arbitre. Ils passent contrat ensemble en qualité de personnes libres et possédant les mêmes droits...

Egalité ! car ils n'entrent en rapport l'un avec l'autre qu'à titre de possesseurs de marchandise, et ils échangent équivalent contre équivalent.

Propriété ! car chacun ne dispose que de ce qui lui appartient.

Bentham ! car pour chacun d'eux il ne s'agit que de lui-même. La seule force qui les mette en rapport et en présence est celle de leur égoïsme, de leur profit particulier, de leurs intérêts privés... »¹².

FAITS ET GESTES DE LA CONCURRENCE

« Ce ne sont pas les individus qui s'affirment librement dans la libre concurrence, c'est le capital qui est mis en liberté. Tant que la production capitaliste est la forme nécessaire, donc la plus adéquate, du développement des forces productives de la société, le mouvement des individus au sein des conditions pures du capital apparaît comme leur liberté; mais aussi a-t-elle besoin d'être confirmée dogmatiquement comme telle par l'invocation constante des barrières que la libre concurrence renverse »¹³.

La libre concurrence est un facteur par lequel le capital s'est imposé historiquement comme mode de production progressiste, brisant les corporations, barrières et frontières de systèmes féodaux ou assimilés. A travers la libre concurrence les producteurs se voient imposer ce qui est "conforme à la nature du capital". Par la contrainte.

¹⁰ Karl Marx – Grundrisse – Editions La Pléiade TII p295

¹¹ Mais bien sûr, le **coureur de fond** peut rompre la rébellion avec la solitude en retrouvant la solidarité comme dans le beau film « La solitude du coureur de fond » de Richardson.

¹² Karl Marx – Le Capital Livre I chapitre 6

¹³ Karl Marx - Grundrisse

La concurrence c'est la coercition nécessaire dans un système où les lois de l'échange des choses dominent aveuglément les rapports entre les hommes, où la dépossession est le contenu que prend la division du travail, où le privé s'oppose au social, où la rivalité s'impose à la coopération, la lutte à l'émulation, bref, où tous se heurtent à tous.

Dans cette situation, la concurrence impose l'unité du capitalisme comme mode de production. Elle impose ses lois et rapports sociaux sur le plan économique (comme l'Etat et la police les imposent sur le plan politique, l'école et les médias sur le plan idéologique et culturel, etc.). Elle crée de force les mêmes nécessités et rapports sociaux dans le monde.

Citons en quelques aspects.

3.1. - Affectation de la force de travail

Au moment de l'échange concurrentiel le capitaliste est informé sur quoi produire. C'est alors qu'il sait si sa production trouve un débouché (une validation sociale) ou pas. Si ses produits correspondent à un besoin (qu'il entreprend par ailleurs de susciter par la publicité, etc.), cela ne va pas sans un formidable gaspillage, erreurs de prévisions, surproduction -tous se précipitant sur ce qui marche bien) etc. Parce qu'il produit sans connaître les besoins réels et surtout sans connaître les résultats des actes de tous les capitalistes, financiers, spéculateurs, Etats qui **font** le marché. (Par exemple, bien des pays pétroliers se sont endettés sans savoir que la baisse des prix du pétrole ne permettrait pas les remboursements, d'où aussi **surprises** pour les banques prêteuses, etc.).

La concurrence semble donc être le maître qui décide où vont les capitaux, vers quelles productions, quelles localisations géographiques et donc où doivent aussi suer les travailleurs. En fait, à travers et par la concurrence, c'est la loi de la valeur qui s'exerce. Nous avons rappelé que la valeur des marchandises dépend du travail socialement nécessaire pour les produire. C'est-à-dire du travail nécessaire en moyenne compte tenu d'un niveau donné du développement des forces productives. Une chaise vaut, mettons, une heure de travail avec les machines couramment employées. L'artisan qui la produit manuellement en deux heures ne pourra néanmoins prétendre à une valeur supérieure à une heure - car le même prix devra s'établir pour tous par la concurrence. D'où nécessité pour les retardataires d'investir et de se moderniser. D'où faillites et restructurations. D'où, aussi, transferts de capitaux des branches à taux de profit inférieurs vers les branches à taux de profit supérieurs. C'est là le mouvement de fond. Le problème pour le capitaliste est qu'il ne connaît pas ce que font les autres. Lorsqu'il voit, par exemple, les bons résultats qu'ils obtiennent sur tel ou tel produit il se précipite pour faire la même chose.

Ainsi la concurrence, la loi de l'offre et de la demande, détermine des mouvements de capitaux erratiques. Mais, au fond, ce qui détermine le taux de profit c'est la productivité : la diminution du temps de travail payé, donc notamment l'accumulation et l'investissement en machineries. C'est en fonction des possibilités, ou pas, de chaque branche dans ce domaine que se déterminent restructurations et reconversions.

Par la concurrence, le capitaliste se voit obligé d'affecter capitaux et forces de travail dans certaines branches, d'en abandonner d'autres, obligé aussi d'exploiter toujours davantage, de licencier. Il expliquera à ses ouvriers qu'il n'y peut rien : il n'est pas libre et c'est bien vrai. Mais ce n'est pas vraiment la concurrence qui en est la cause, puisqu'elle est plutôt, comme nous l'avons vu, la conséquence nécessaire de l'échange marchand, de la forme valeur qu'il revêt, et qu'elle exécute.

3.2. - Egalisation du taux de profit

La division et l'opposition des capitalistes entre eux dont la concurrence est le reflet, entraînent aussi la tendance à l'égalisation des taux de profit (rapport entre profit et capital engagé), au sein de chaque branche de la production, puis entre toutes les branches par déplacements des capitaux. Ce point que Marx a bien mis en évidence est trop complexe pour être repris ici en détail.

Rappelons brièvement ceci : les marchandises sont le produit de capitaux et le capitaliste qui les a engagés reçoit

normalement le même taux de profit que les autres (même si la composition organique de son capital dans sa branche est supérieure à celle engagée dans d'autres branches). De ce fait, les capitalistes prennent une part proportionnelle aux capitaux investis et de l'ensemble du profit, et subissent tous ensemble la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

Ce rappel est nécessaire parce que c'est un aspect du rôle de **gendarme** de la concurrence qui est important : elle impose la mise à tout le monde capitaliste en son entier, qui subit la baisse des taux de profit comme tendance générale sans qu'aucune branche ne puisse y échapper longtemps. Et toute mesure prise par un trust ou un pays ne saurait le sortir d'affaire puisqu'elle se répercute nécessairement chez les autres.

3.3. Etre concurrentiel c'est aggraver la situation de tous les prolétaires

La concurrence entre capitaux impose aussi évidemment aux travailleurs eux-mêmes les lois du capital. Tout capitaliste qui met en place de nouvelles machines, un nouveau mode d'organisation du travail, se voit imité par ses concurrents. Mécanisation et division du travail s'accroissent de pair. De ce fait, les avantages que croyait avoir acquis le capitaliste - et qu'il avait bien sûr fait miroiter aux ouvriers pour emporter si possible leur consentement à l'aggravation de leurs conditions de travail - ne sont que de très courte durée. Et avec la crise s'accroît nécessairement la fuite en avant : toujours plus d'automation, de division du travail, de chômage.

Dégraissages, et restructurations sont les mots d'ordre toujours renouvelés. Et avec le chômage et la simplification du travail (qui rend interchangeables les ouvriers) s'accroît la concurrence entre les travailleurs qui poussent à la réalisation de cette loi capitaliste = économie de temps de travail, économie de salaires, économie de dépendance du capital vis-à-vis de l'ouvrier et sa qualification.

« *Ils (les capitalistes) mentent, même lorsqu'ils affirment que plus le capital est replet, plus son esclave est repu* »¹⁴. Jamais les prolétaires ne s'en sortiront par l'acceptation en quoique ce soit des contraintes de la concurrence : car ce sont celles du capital que la concurrence impose à tous. Les accepter pour eux, c'est les imposer aux autres, sans avantage pour aucun. D'où la nécessité de refuser la vieille chanson nationaliste en faveur de **notre** capital, qui, s'il est **replet**, ne rend pas l'ouvrier **repu**.

Développons un peu ce point :

3.4. Concurrence et nationalisme

C'est un autre aspect de la concurrence.

Sur les plans idéologique et politique : le chauvinisme, le nationalisme, la guerre. La fuite en avant dans l'accumulation capitaliste ne fait qu'aggraver les problèmes de chaque capitaliste : les investissements sont de plus en plus colossaux pour des débouchés et des profits de plus en plus difficiles sans autres résultats, puisque tous font la même chose que la concentration en énormes trusts d'une part, et la résistance de plus en plus obstinée des ouvriers et peuples dominés d'autre part. La guerre économique se fait de plus en plus intense. Les conflits d'intérêts s'aiguisent et la guerre tout court s'amorce. Fini les belles paroles sur les vertus de la concurrence : on passe à la concurrence armée.

Le nationalisme n'est que tout ce qui permet au bourgeois de dire à l'ouvrier que sa bonne santé dépend de la sienne et qu'il se sauvera en s'opposant aux ouvriers et bourgeois des autres pays. Bref, que ses intérêts sont les siens. Bien sûr, le nationalisme s'appuie sur des aspects géographiques, historiques et culturels, mais il n'est fondamentalement rien d'autre que cela. « *Pris individuellement, le bourgeois lutte contre les autres, mais en tant que classe, les bourgeois ont un intérêt commun, et cette solidarité que l'on voit se tourner au-dedans contre le prolétariat se tourne au-dehors contre les bourgeois des autres nations. C'est ce que le bourgeois appelle sa nationalité* »¹⁵.

Les ouvriers qui céderaient aux sirènes nationalistes ne feraient qu'aggraver la concurrence entre eux (dont se nourrit ce nationalisme) et leur sort jusqu'à servir de chair à canon. S'ils prônent le **produire et fabriquer français** ils encouragent les mêmes mesures partout. S'ils acceptent d'aggraver leurs conditions de travail pour vaincre la

¹⁴ Karl Marx – Travail salarié et capital

¹⁵ Karl Marx – Notes critiques sur Friedrich List

concurrence, ils entraînent les autres ouvriers à l'accepter aussi. Bref, la concurrence entre travailleurs n'étant qu'une forme de la concurrence entre capitaux et celle-ci ne pouvant qu'aggraver la crise, il n'y a pour les ouvriers que tout à perdre à rentrer un tant soit peu dans le nationalisme.

3.5. Concurrence et solidarité

L'idéologie de la concurrence aggrave les divisions entre travailleurs. La réalité de la concurrence c'est aussi qu'elle unifie leurs situations et pousse à créer un vaste prolétariat mondial qu'elle oppose à la bourgeoisie - autre loi du capital qu'elle exécute. Il faut se saisir de cet aspect positif du rôle de la concurrence pour l'avenir : l'égalisation du même mode de production à toute la planète, la socialisation du monde par l'échange qui a rapproché les conditions de l'activité humaine, et, partant, les cultures, qui a potentiellement supprimé les frontières. En répandant partout le mode de production capitaliste, la concurrence a fait sauter les vieilles divisions qui isolaient : corporatismes professionnels, particularismes culturels et nationaux voient leurs bases matérielles sapées. Certes, la socialisation apparaît dans l'échange tandis que dans l'activité productive semble se développer une division, une parcellisation de plus en plus grande. Mais en réalité, l'unité du prolétariat international a une base objective dans sa situation même dans les rapports sociaux. Il faut la faire émerger subjectivement en montrant que la concurrence et la lutte ne sont pas du fait de la nature humaine, mais de la nature du capital. Et, notamment que la crise n'est pas du fait de la concurrence (et des étrangers) mais que celle-ci ne fait que révéler, mettre en œuvre, la nature interne du capital.

VIVE ?... A BAS ?... LA CONCURRENCE

« Les socialistes savent très bien que la société actuelle est fondée sur la concurrence. Comment pourraient-ils reprocher à la concurrence de renverser la société actuelle qu'ils veulent renverser eux-mêmes »¹⁶.

4.1. - Concurrence et monopoles

Aujourd'hui, le capitalisme n'en est plus à l'époque de la **libre concurrence**, et encore moins d'un **libre échange** des hommes et des marchandises entre nations - qui n'a jamais vraiment existé - mais à celle des trusts, monopoles, appareils bureaucratiques et Etats monstrueux. C'est que le capitaliste vante la concurrence entre ouvriers, aspire au **libéralisme** le plus sauvage quand il s'agit de ses achats et de ses coûts (main d'œuvre, matières premières, etc.), mais pour lui-même elle est un fardeau insupportable. Pour ses propres produits il souhaite le monopole et pratique comme un credo l'élimination des concurrents. Les trusts et monopoles, l'intervention des Etats, se sont développés comme contre-tendances à la concurrence : volonté de contrôler les approvisionnements, les débouchés, la main d'œuvre, etc. ; volonté d'éliminer les concurrents et de n'être plus soumis aux fluctuations imprévisibles des prix et des marchés, aux menaces de crise et d'effondrement dont nos capitalistes voient superficiellement la source dans la non-maîtrise de l'équilibre offre/demande. Bref, les chantres de la concurrence en sont pratiquement aussi les pires ennemis : qu'elle répande ses bienfaits sur les autres, mais pas sur eux-mêmes. Eux ne rêvent que de monopole.

En poussant au monopole, le capitalisme n'élimine pas tant la concurrence qu'il ne réalise encore et toujours, malgré lui, les lois internes du capital : concentration du capital pour financer un machinisme et une automatisation toujours plus coûteux, division du travail poussée à l'extrême, prolétarianisation de tous les peuples. Plus croît le monopole tentaculaire et la division du travail, plus croît aussi la nécessité d'une bureaucratie monstrueuse pour coordonner ce qui est énorme, divisé et contradictoire. Le monopole n'y suffisant pas, l'Etat des monopoles croît aussi en importance et en bureaucratie : conquête des colonies, organisation de la guerre (économique ou militaire) contre les autres Etats, gestion du consensus social (par les lois et la police), rôle économique et financier, etc. Là aussi il s'agit de maîtriser autant que possible la concurrence entre les classes à l'intérieur et de combattre la concurrence des autres nations à l'extérieur.

¹⁶ Karl Marx – Misère de la philosophie

Il n'est pas jusqu'au plan international ou de multiples organismes (GATT, OCDE, CEE, ONU et ses filiales, FMI, etc. etc.) ne développent une bureaucratie chargée **d'organiser** la concurrence par mille règles **anti-trust, anti-protectionnisme, anti-dumping** jamais respectées. Tout un programme pour ces tenants de la **libre-concurrence** !

Alors le monopole a-t-il tué la concurrence ? Pas du tout. Le monopole a restreint la concurrence à quelques grands groupes contre lesquels la concurrence est encore d'autant plus vive qu'ils sont plus puissants. L'Europe ne fait pas disparaître ni la concurrence entre Peugeot et VW par exemple, ni celle avec les constructeurs japonais. Pas plus, au contraire, que la concurrence entre ouvriers n'est affaiblie.

« Le monopole produit la concurrence, la concurrence produit le monopole.... Si les monopoleurs restreignent la concurrence entre eux par des associations partielles, la concurrence s'accroît parmi les ouvriers ; et plus la masse des prolétaires s'accroît vis-à-vis des monopoleurs d'une nation, plus la concurrence devient effrénée entre les monopoleurs des différentes nations »¹⁷.

L'accroissement de la masse des prolétaires est en effet un facteur tendanciel de guerre sociale qui oblige les monopoleurs, pour essayer de l'étouffer en calmant **leurs** ouvriers, d'accroître leurs parts du marché, tant il est vrai que la meilleure façon qu'a le capitaliste de contrôler la révolte ouvrière est de la détourner vers **l'extérieur** au nom du nationalisme, de **c'est la faute aux autres** (au pétrole, au dollar, aux étrangers, aux japonais, etc.). Dans le même temps entre monopoles eux-mêmes la concurrence est d'autant plus vive qu'ils se créent justement comme machines de guerre pour mieux dominer le marché et les concurrents. Le monopole n'accroît pas les débouchés, mais la force et l'usage de la force pour les conquérir. Elle est aussi d'autant plus violente qu'elle met en jeu un nombre restreint de mastodontes. Deux éléphants qui se battent sont plus dangereux que des milliards de fourmis pour la porcelaine. Et d'autant plus violente encore avec la crise. Les guerres modernes sont de plus en plus redoutables pas seulement à cause du progrès des armements, mais bien aussi parce que la rivalité des monopoles (et des Etats) amène les conflits à des paroxysmes que ne connaissait pas le capitalisme de la petite entreprise et de la population encore largement campagnarde (paysans, ouvriers-paysans, ouvriers à domicile, masse campagnarde très importante jusque dans les années 1930 en France). Avec le monopole, jamais la concurrence n'a été si vive et si redoutable. Même si la bureaucratie qu'il engendre, l'Etat, les organismes internationaux, rendent les conflits plus lents à mûrir parce qu'ils disposent de meilleurs outils de connaissance et d'intervention qu'autrefois : ils retardent les échéances qui n'en sont ainsi rendues que plus violentes par l'accumulation des contradictions étouffées, mais non pour autant résolues.

Les nationalisations (qui en elles-mêmes ne suppriment pas les monopoles) et le Plan d'Etat n'ont aussi qu'un effet limité sur la violence de la concurrence. Une analyse particulière sur les **pays de l'Est** serait ici nécessaire. Notons, brièvement, que l'expérience y montre que la nationalisation n'empêche nullement chaque entreprise de suivre les lois capitalistes qui gouvernent ces sociétés nécessairement à partir du moment où subsistent les classes, l'enrichissement personnel en fonction de la place occupée dans la hiérarchie des rapports sociaux, la recherche du profit maximum, etc.¹⁸

Certes les exigences d'une économie planifiée y transforment les conditions de la concurrence, dont les effets se font sentir sous forme de goulots d'étranglement, mensonges et fausses déclarations, malversations et détournements de fonds et de marchandises, etc., mais elle ne l'élimine pas. C'est que le plan bureaucratique ne peut pas y jouer le rôle de processus de décision collective confrontant ce que les hommes veulent produire, avec quel effort et quelle répartition des tâches ils veulent consentir. Le Plan ne peut y être que le reflet des exigences et des contradictions de la classe dominante parce que la masse des travailleurs ne peut être réellement associée à son élaboration : ni dans la forme (ce serait organiser une discussion réellement démocratique qui menacerait le pouvoir de la classe bourgeoise dirigeante) ni dans le fond (ce serait supprimer la division manuel-intellectuel, et faire que les masses s'emparent des moyens de pouvoir réellement maîtriser et posséder le processus productif).

Au fond, cela signifie seulement cette évidence que le capitalisme - et donc la concurrence - ne s'abolit pas par décret, par une loi d'étatisation et de planification, mais en éliminant la loi de la valeur fondée sur la division du

¹⁷ Idem

¹⁸ Voir La Cause du Communisme N°1

travail et les formes qui en découlent : salaires, prix, profits, etc. L'existence même de ces formes implique, comme K. Marx l'a montré, l'existence de la concurrence.

« Si l'on s'imagine qu'il ne faut que des ordonnances pour sortir de la concurrence, on n'en sortira jamais. Et si l'on pousse les choses jusqu'à proposer d'abolir la concurrence tout en conservant le salaire, on proposera de faire un non sens par décret royal. Mais les peuples ne procèdent pas par décret royal. Avant de faire de ces ordonnances-là, ils doivent du moins avoir changé de fond en comble leurs conditions d'existence industrielle et politique, et par conséquent toute leur manière d'être ».¹⁹

Où l'on voit à nouveau l'imposture, non désintéressée, à prétendre **marxistes** les pays de l'Est.

4.2. - Le libéralisme en chantant

Si le monopole, l'Etat, le Plan n'abolissent pas la concurrence, mais ne sont que de nouvelles formes d'organisation et d'exacerbation tout ensemble de celle-ci, ils engendrent et multiplient la bureaucratie, qui finit par créer un grave problème de coût et de lourdeur au capitalisme.

Aussi dans la crise s'est développé un courant dit "libéral" qui prend prétexte des engorgements, bouchons, coût, inefficacité de cette bureaucratie pour porter aux nues l'idée d'une solution à la crise par un retour au **capitalisme vrai et pur, à la libre concurrence**. Moins d'Etat, moins de réglementation, moins de toute cette bureaucratie qui brise l'esprit d'initiative, d'entreprise, qui empêche les meilleurs d'arriver au sommet, les plus compétitifs de vaincre, qui décourage par l'impôt et par le maquis des textes les créateurs de donner toute leur mesure. **Vive la crise** qui fera sauter toutes les routines où les énergies des meilleurs s'endorment et s'engluent. Toute la gauche, lorsqu'elle était au pouvoir, était vraiment tout contre, c'est-à-dire tout près de Pauwels déclarant dans le fameux éditorial du Figaro Magazine sur le mouvement étudiant atteint de Sida mental qu'il fallait sélectionner, refuser **un monde indifférencié où végéter tièdement**, promouvoir à l'inverse **la sélection, l'effort personnel**... Et au fond on a beaucoup trop oublié de dire que le projet Devaquet était la reprise quasi intégrale du projet Chevènement sur **l'élitisme républicain** que les élections de 86 avaient momentanément retardé.

On sait qu'en matière de déréglementation, de désétatisation, il ne s'agit en fait que de démanteler le rôle de protection sociale de l'Etat. Supprimer le salaire minimum, faciliter les licenciements, le travail précaire, de nuit, le dimanche, etc. Tout a pour but de réduire au maximum les coûts salariaux et réconforter les profits sous prétexte de mieux faire face à la concurrence. Mais comme les pays et entreprises concurrentes font et feront la même chose, le seul résultat finalement atteint sera l'aggravation du sort des travailleurs et des conflits de classe, la baisse des débouchés. Bref l'aggravation encore plus de la concurrence avec nouvelles faillites, restructurations, fusions, etc.

Ce retour au libéralisme n'est donc au mieux qu'un rêve de retour impossible à l'époque **heureuse** de l'enfance du capitalisme. Il ne fonctionne d'ailleurs nulle part, et nulle part l'Etat n'est plus interventionniste qu'au Japon et qu'aux USA du libéral Reagan. Cela n'est même plus à démontrer.

4.3. - Le protectionnisme serait-il de gauche ?

Le PC - et quelques autres jusque et y compris dans les rangs révolutionnaires - souhaiteraient opposer le protectionnisme à la concurrence. Il faudrait dire d'ailleurs **plus de protectionnisme** car il existe très fortement de nos jours, et les Etats y compris, voire surtout, quand ils sont dirigés par de grands libéraux en paroles comme Reagan ou Thatcher, interviennent de façon intense pour protéger leurs marchés, subventionner leurs exportations, freiner ou empêcher par mille barrières les importations.

Produire français, empêcher l'exportation des capitaux, refuser la mainmise des capitaux étrangers - sans oublier ce qui accompagne nécessairement peu ou prou ces mots d'ordre anti-étranger : non à la concurrence des immigrés - seraient des mesures aptes à améliorer la situation des travailleurs. Ici nos idéologues caressent en fait l'idée d'avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre : de pouvoir freiner les importations tout en conservant ou même renforçant les exportations.

¹⁹ Karl Marx – Misère de la philosophie

En fait, le protectionnisme, avec toutes les mesures de rétorsion, réciproques qu'il entraînerait, ne résoudrait rien. La concurrence d'ailleurs continuerait à jouer tout autant sur le plan intérieur comme gendarme imposant aux capitalistes d'aggraver l'exploitation ouvrière, la mécanisation et la division du travail. Qui plus est le protectionnisme pousserait de façon plus nette les nations et les peuples les uns contre les autres, faciliterait la division des prolétaires des différents pays. Engels disait déjà à son époque :

« Les maîtres de forge ne peuvent souhaiter le protectionnisme que dans la mesure où, groupés en unions, en conjuration, ils imposent des prix de monopoles au marché intérieur, afin de jeter sur le marché, extérieur le reste de leur production à des prix de dumping »²⁰.

4.4. - Concurrence et Crise

Finalement libéralisme et protectionnisme ont pour point commun fondamental de voir dans la concurrence la clef de la crise. Cela revient à dire que la cause des déséquilibres (crise = déséquilibres) est dans le déséquilibre de l'offre et de la demande. Certes, le capitalisme engendre cette disproportion, mais dire que le déséquilibre est dû au déséquilibre ne résout évidemment rien. Nous avons vu que la source en est dans la division et l'aveuglement des acteurs sociaux, la loi de la valeur et la baisse tendancielle du taux de profit (qui sont différents aspects du fonctionnement **interne** secret du capitalisme que masquent le fétichisme de la marchandise)²¹. L'aggravation de la concurrence arrive certes avec la crise (ce qui peut faire croire qu'elle en est la cause à un observateur superficiel faisant un lien spontané et irréfléchi entre les deux phénomènes) pour les raisons que nous avons évoquées ci-dessus. Mais elle n'en est bien qu'une conséquence, qui l'aggrave en retour (nouvelle raison pour en faire la cause) puisqu'elle amène, en particulier, à réduire le niveau de vie des peuples, donc les débouchés, et à rogner encore plus les marges de profit (d'où report des capitaux sur la spéculation financière au détriment de l'investissement.

Protectionnistes comme libéraux souhaitent tous deux aujourd'hui que l'Etat, suivant des modalités différentes (défensives ou offensives), renforcent la position du capitalisme national dans la concurrence mondiale.

Finalement, le libéralisme comme, le protectionnisme voit la concurrence comme l'élément clef de la crise, alors que son aggravation n'en est qu'une conséquence et pousse en retour à exacerber la crise. Tous deux, ils souhaitent que l'Etat, suivant des modalités différentes, renforcent la position du capitalisme national dans la concurrence mondiale.

Le prolétariat n'a absolument pas à s'associer au capital en préconisant ou soutenant de quelque façon que ce soit l'une ou l'autre de ces pseudo-solutions, et surtout pas la solution protectionniste qui l'opposerait aux autres prolétaires en cherchant à reporter sur eux les conséquences de la crise. La concurrence est un facteur de décomposition du capitalisme en ce qu'il l'oblige à pousser son développement jusque dans ses contradictions les plus aigües qui créent les conditions mêmes de son dépassement : prolétariat mondial, économie de temps de travail notamment. Le prolétariat doit user de ces conditions, de ces potentialités pour renverser le capitalisme, non le cogérer en lui proposant les solutions d'un compromis **acceptable** pour la classe ouvrière.

Le débat de fond divise aujourd'hui profondément le mouvement ouvrier (et a notamment divisé Voie Prolétarienne qui a dû se séparer d'une petite minorité prônant ce protectionnisme et cette participation à la gestion du capitalisme).

Le prolétariat n'a à s'occuper que de surmonter et vaincre la concurrence que le capitalisme développe en son sein. Pour ce faire il peut et doit s'appuyer sur les difficultés et contradictions que la concurrence développe aussi entre capitalistes. Et il ne la combat pas en tant qu'elle est l'aiguillon qui pousse le capitalisme à son développement le plus large. Il ne soutient pas non plus l'utopie d'un capitalisme **acceptable** qui se développerait sans concurrence ou avec une concurrence maîtrisée. C'est bien ce qui amenait Marx à noter :

« Le développement de la concurrence dans toute son ampleur, voilà la seule réponse rationnelle que l'on puisse

²⁰ Engels – Lettre (dans Marx-Engels, le parti de classe – Maspero TIII p151)

²¹ Voir notre ébauche d'analyse de la crise dans la Cause du Communisme N°8

faire aux prophètes bourgeois, qui la portent aux nues, et aux socialistes qui la vouent aux "gémonies" »²².

C'est pourquoi l'organisation "Voie Prolétarienne" a dégagé et mis en avant dans les luttes récentes de la classe ouvrière l'option tactique dite du **défaitisme révolutionnaire dans la guerre économique** dont le principe est de repousser fermement les **solutions** bourgeoises libérales ou protectionnistes en indiquant que le prolétariat, y compris dans ses objectifs immédiats du type partage salaires/profits (lutte contre l'exploitation renforcée par la diminution des salaires, du nombre de travailleurs, etc.) ne se bat pas pour améliorer **son** capitalisme face aux concurrents (afin d'avoir plus à partager sans **léser** aucune des parties), ne prend pas en considération le sort de **son** capitalisme, mais seulement ses seuls intérêts de classe.

Comme l'a notamment développé le journal "Partisan" à propos de différentes luttes, la tactique du **défaitisme révolutionnaire dans la guerre économique** est un axe important contre le consensus compétitif que développe aujourd'hui, avec quelques succès, la bourgeoisie qui voit dans la concurrence l'alpha et l'oméga de la crise, dans la guerre économique la seule issue dans les sacrifices demandés au prolétariat fantassin de toutes les guerres au nom de la compétitivité de la nation le moyen de la gagner. Cette tactique est la seule qui, à l'opposé de toutes les nuances du **produisons français**, se place du point de vue du prolétariat international et non dans un cadre strictement national et guerrier.

Elle refuse, la concurrence c'est-à-dire la victoire sur les autres, l'enrichissement sur les cadavres comme **solution** à la crise. Elle se relie aux autres axes de lutte dans cette crise comme **travailler tous, moins, autrement** et, plus généralement, décider collectivement quoi et comment produire, quels besoins satisfaire, libérer l'homme du travail contraint au profit de l'activité libre.

On touche, évidemment, ici à la perspective stratégique du communisme. Et à la conclusion de cet article.

CONCLUSION : VERS LA COMMUNAUTE

« En fait le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse de travailler par nécessité et opportunisme imposés de l'extérieur ; il se situe donc, par nature, au-delà de la sphère de production matérielle proprement dite »²³

La concurrence n'est un facteur de progrès que dans la mesure où elle stimule le capitalisme, l'oblige à se développer jusqu'au bout des potentialités qu'il recèle (contradictoirement avec ses potentialités destructrices) comme destruction de fond en comble et dans le monde entier des vieux modes de production, unification objective d'un prolétariat mondial, développement des forces productives (les potentialités positives étant ici la domination de la nature, la sortie du royaume de la nécessité avec la diminution considérable du temps de travail contraint au profit de l'activité libre). Et dans ce développement stimulé par la concurrence le capitalisme crée lui-même les conditions de sa propre destruction et son propre dépassement. Ceci est vrai de l'économie du temps de travail nécessaire à la satisfaction des besoins vitaux (même si ceux-ci croissent avec le développement des forces productives²⁴), comme aussi de l'égalisation des travaux des hommes par l'échange généralisé : égalisation après **coup**, fondée sur leur parcellisation et isolement réciproque dans la production, mais entraînant la suppression des barrières, une homogénéisation de toutes leurs conditions d'existence, des classes et de leurs objectifs.

Mais la concurrence n'est pas le stimulant éternel et idoine (ou même seulement le "moins mauvais") d'une société humaine dont la loi de développement serait - soi-disant - le darwinisme économique et social. Elle n'est que le stimulant du capitalisme. Et plus celui-ci se développe, c'est-à-dire épuise ses potentialités et développe ses contradictions antagonistes, plus la concurrence, comme pour les autres facteurs du capitalisme, devient un

²² Karl Marx – Grundrisse – Editions La Pléiade TII p296. On est très loin ici des positions des minoritaires de VP sur leurs mots d'ordre contre l'exportation des capitaux, de produire de la peinture française etc.

²³ Karl Marx – Le Capital – Editions Sociales, Livre III, T3 p198

²⁴ Cf Marx : « avec son développement (du mode de production ndlr) s'étend également le domaine de la nécessité naturelle, parce que les besoins augmentent ; mais en même temps s'élargissent les forces productives pour les satisfaire »

accélérateur de crise, s'exacerbe en conflits gigantesques et guerres. Car gendarme du capital, elle l'oblige, justement, à accroître ses propres contradictions, y compris celle de dénaturer le caractère stimulateur et innovant de la concurrence par le monopole et la bureaucratie.

La concurrence n'est jamais plus qu'un stimulant coercitif, agissant par la contrainte et par la force ignorante et brutale. Donc un bien piètre stimulant. Loin de plus d'être un stimulant général, elle ne l'est que pour cette frange étroite de l'humanité qui concentre entre ses mains la fonction de création, de décision et d'organisation : la bourgeoisie. Pour les masses laborieuses elle est division, affaiblissement et appauvrissement physique et intellectuel. En effet, elle pousse à cette **loi interne** du développement capitaliste qu'est la séparation croissante **manuel-intellectuel, exécutants-décideurs**. C'est-à-dire, elle pousse à l'étouffement des capacités d'invention et de création d'une masse toujours plus grande de prolétaires dépouillés de toute possession, y compris du savoir, de l'appropriation de leur activité et de leur vie, qui se retrouvent accumulés entre les mains d'une petite classe de **spécialistes**.

Bref, la concurrence ne stimule que sur la base de destructions tant matérielles qu'intellectuelles, tant physiques que spirituelles. Elle pousse aujourd'hui à beaucoup plus de démolition que de création. Les qualités stimulantes que les idéologies capitalistes prêtent à la concurrence sont donc en fait bien loin d'être exactes au vu de son bilan réel. C'est pourquoi on n'a rien à craindre de l'abolition de cette concurrence-là par le communisme, l'homme moderne n'ayant meilleur stimulant que le désir profond d'exprimer sa nature humaine de créer et jouir de voir ses créations souhaitées et reconnues par d'autres, sans souci de mesurer, compter, s'approprier en dépouillant. La volonté consciente et organisée de tous dans les choix de quoi, comment et pour qui produire sera le premier pas dans cette direction de l'épanouissement des individus dans toutes leurs diversités créatrices.

Résumons-nous. Nous avons vu que la concurrence vient de l'échange marchand qui fait s'affronter après coup le résultat des travaux humains sous forme de choses. L'égalisation des travaux humains sous cette forme d'échange de marchandises implique la loi de la forme valeur, c'est-à-dire que ce qui compte c'est la mesure qui ne peut être que par le moyen du temps de travail social, moyen, dépensé pour les produire.

Ainsi le travail de l'homme n'est validé socialement, reconnu et accepté par la société que comme chose contenant une certaine quantité de temps de travail social. Sa **qualité** de valeur d'usage n'est surtout que le support de sa valeur d'échange. Et celle-ci est pour le producteur purement abstraite : ce n'est même pas le temps de travail qu'il a, lui, concrètement dépensé et qu'il connaît qui détermine cette valeur, mais un temps de travail social qu'il ignore et qui lui est étranger. Il n'échange même pas son travail concret, ni même son temps de travail concret, mais du temps de travail abstrait.

Il n'existe donc seulement que dans la production et l'échange d'abstractions (et son salaire lui apparaît comme revenu d'un temps vendu au capitaliste, peu importe à quoi faire à la limite, et non pas reconnaissance sociale de son activité créatrice). Ainsi le travailleur moderne est doublement dépossédé de son activité. Dans le procès de production proprement dit puisque son extrême parcellisation lui ôte tout **savoir-faire** et toute compréhension globale de ce procès. Et plus généralement encore parce que le produit final, auquel son travail participe donc sans qu'il puisse vraiment le saisir concrètement, n'est social que sous la forme d'une certaine quantité de travail abstrait, symbolisée par cette abstraction encore plus générale et plus profonde qu'est la monnaie.

La concurrence, c'est-à-dire « *la pression généralisée de l'offre et de la demande* » est la pression qu'exercent les uns sur les autres les échangistes pour **réguler**, équilibrer ces rapports de choses abstraites - et donc extérieures, s'imposant à eux sans qu'ils les connaissent - afin que l'ensemble forme néanmoins au-delà de la séparation de leurs intérêts particuliers et de la division du travail, un tout relativement uni de travaux complémentaires.

La concurrence guide les producteurs capitalistes comme le paralytique l'aveugle. Supprimer la concurrence sans supprimer l'aveuglement, c'est-à-dire l'échange de travail abstrait comme mesure et guide de l'affectation des travaux humains, serait absurde. Car la concurrence n'est que le reflet de ces rapports sociaux. D'autres rapports, c'est une autre communauté. La communauté capitaliste se réalise par l'égalisation des choses qui est le rapport qui relie les hommes entre eux : ils sont en relation par leur intermédiaire et non directement par leur activité. Supprimer la concurrence c'est créer une autre communauté. *Une communauté « des individus associés sur la base de l'appropriation et du contrôle communs des moyens de production »*²⁵.

²⁵ Karl Marx – Grundrisse – Editions La Pléiade TII p211

Le communisme est cette communauté fondée sur les relations entre individus échangeant leurs diversités créatrices.

La division du travail qui se développe sous le capitalisme en aliénation, en séparation du producteur d'avec le produit de son activité, doit être remplacée par une organisation collective et consciente qui décide des choix de production et de l'affectation des forces. Le travail de l'individu n'est pas validé après coup et aveuglement mais « *il est posé d'emblée comme travail social* »²⁶. Dès le départ, par décision collective, les travaux de l'individu sont posés comme partie intégrante du travail de la communauté. Les rapports entre les hommes ne se déterminant plus par l'échange, mais dans l'organisation même et directement de leurs travaux. Ici l'objectif commun, l'acceptation et la conscience du rôle des individus dans les choix collectifs, la clarté et la transparence des rapports entre les hommes, qui s'exercent directement et non plus par l'intermédiaire de l'échange d'abstractions, fondent une réelle solidarité. Il y a unité de décision et d'exécution. L'activité de chacun étant reconnue en tant que telle par les autres comme utile à tous, l'émulation remplace la concurrence. L'émulation, c'est-à-dire le plaisir que chacun reçoit à être reconnu en tant qu'homme, parce qu'il aura satisfait à un besoin humain, parce qu'ainsi son existence, sa personne, se seront affirmées par la *reconnaissance* (= être connu) des autres, de lui-même, de son activité. Chacun porte naturellement en lui **l'émulation d'être le plus homme possible** pour parler brièvement.

Les conditions d'une telle communauté ainsi schématisée sont évidemment liées aux capacités réelles des travailleurs à s'approprier le processus productif. Ce qui veut dire notamment : pouvoir politique, temps libre (pour s'approprier les connaissances et exercer réellement le pouvoir), suppression de la division capitaliste du travail, du savoir et du pouvoir.

Toutefois, tant qu'il s'agit de produire, il faut encore compter. Donc intervention malgré tout de la valeur et du temps comme unité de mesure. Quel temps de travail affecter à telle ou telle production ? Quelle part revient à chacun de la production en fonction de sa part dans le travail commun ? Qui doit compter dit contrainte et, plus ou moins, lutte pour travailler moins et avoir plus, sous les arguments les plus divers. Ce n'est pas le lieu d'examiner ici ces problèmes de la **transition au communisme**, phase pendant laquelle subsistent les scories du capitalisme, et donc la concurrence face à l'émulation.

Concluons en disant que la concurrence sera supprimée au fur et à mesure que l'économie de temps de travail et l'abondance permettront que l'activité libre remplace et domine le travail nécessaire et contraint. La base matérielle en est l'économie de temps de travail créée par le capitalisme lui-même et que les nouveaux rapports sociaux socialistes décupleront.

*« De même que l'homme primitif doit lutter contre la nature pour pourvoir à ses besoins, se maintenir en vie et se reproduire, l'homme civilisé est forcé, lui aussi, de le faire et de le faire quels que soient la structure de la société et le mode de production. Avec son développement s'étend également le domaine de la nécessité naturelle, parce que les besoins augmentent ; mais en même temps s'élargissent les forces productives pour les satisfaire. En ce domaine la seule liberté possible est que l'homme social, les producteurs associés règlent rationnellement leurs échanges avec la nature, qu'ils la contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par sa puissance aveugle et qu'ils accomplissent ces échanges en dépensant le minimum de forces et dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. Mais cette activité constituera toujours le royaume de la nécessité. C'est au-delà que commence le développement des forces humaines comme fin en soi, le véritable royaume de la liberté qui ne peut s'épanouir qu'en se fondant sur l'autre royaume, sur l'autre base de la nécessité. La condition essentielle de cet épanouissement est la réduction de la journée de travail »*²⁷.

Charles Paveigne

²⁶ Idem p225

²⁷ Karl Marx – Le Capital - Editions Sociales, Livre III T3 p 199